

obligations d'assurer le service d'une dette publique toujours plus grosse. En gérant bien les finances de la nation, ce gouvernement a réussi à maintenir ces programmes et il a même pu les élargir, comme nous l'avons fait avec les services de garde d'enfants et avec l'Agence de promotion économique du Canada atlantique.

John Turner dit que l'aide au développement régional sera perdue à cause de l'Accord de libre-échange. Il a tort. Cette aide n'est même pas couverte par l'Accord.

John Turner a dit, comme il l'a aussi dit pour les programmes sociaux, que les négociations sur les subventions et les droits compensateurs menaceront le développement régional. Il a tort. Le Canada continuera d'appuyer le développement régional par des programmes d'application générale. Ces programmes ne sont pas passibles de droits compensateurs selon les règles du GATT. Et ici encore, si les Américains devaient suggérer, dans les 5 à 7 prochaines années, une approche biaisée de ces questions, nous leur dirions tout simplement non.

Ce qui m'amène à la question de la souveraineté. John Turner dit que, avec l'Accord de libre-échange, nous sommes en train de devenir le 51<sup>e</sup> État. Ed Broadbent dit que nous serons forcés de vivre comme les Américains. Ces allégations n'ont aucun fondement. Elles ne sont que de l'opportunisme politique.

Pour moi, la souveraineté se vérifie d'une façon concrète - en évaluant dans quelle mesure un pays contrôle sa destinée. Le Canada affirme sa souveraineté dans le cadre de l'Accord de libre-échange en se plaçant sur un pied d'égalité avec les États-Unis, dans l'application d'un ensemble de règles communes pour le règlement des différends commerciaux et en s'assurant de meilleures possibilités de développement en tant que puissance économique montante. Telle est la véritable souveraineté que je veux rendre concrète pour les Canadiens.

John Turner et Ed Broadbent devraient renoncer à la politique de la peur qu'ils pratiquent actuellement contre l'Accord de libre-échange, et tenter plutôt d'expliquer aux Canadiens comment l'orientation qu'ils proposent en matière de commerce donnerait de meilleurs résultats que celle de ce gouvernement. Le problème est qu'ils en sont incapables parce que leurs soi-disant "solutions de rechange" ne sont rien d'autre qu'un assortiment d'idées sans suite et de désirs pris pour des réalités.

En gros, les Libéraux tout comme le NPD proposent trois choses: